

catégories (jeunes ou auxiliaires), laissons cela à la démagogie AJS. Ne nous cantonnons pas aux couches où le travail est à court terme le plus facile en délaissant les lourds bataillons syndiqués dont la mobilisation permettra seule d'avancer. Ne laissons pas se développer des illusions à ce niveau. Ne jouons pas le jeu des bureaucrates qui cherchent eux aussi à protéger leur base de la contamination révolutionnaire et ne font aucun effort de syndicalisation des jeunes ou des auxiliaires (sans parler des auxiliaires-chômeurs). Les jeunes, les couches les plus exploitées sont nos points d'appui actuels les plus essentiels, mais nous devons orienter notre travail avec eux dans la direction de l'unification des luttes et de l'unification des revendications (ce qui n'est pas non plus l'objectif des bureaucrates). Au corporatisme des titulaires (si tant est qu'il existe), n'opposons pas un corporatisme des auxiliaires !

3) Crise née de la montée « d'Unité et Action » dans la FEN

Nous ne reviendrons pas sur les actuelles limites de la tendance U et A dans ce domaine, et sur ses contradictions internes et externes. Il y a un large accord là-dessus. Nous le rappelons simplement en passant pour indiquer qu'on ne saurait concevoir de crise dans la FEN due à la montée d'U et A sans que parallèlement ne se développent les contre-coups de cette crise au sein même de la tendance et contribuent par conséquent à anuler une partie du bénéfice politique que celle-ci pouvait attendre d'un apparent renforcement.

Les deux pronostics émis sur le devenir de la crise concernent :

- les révolutionnaires qui, de plus en plus mal à l'aise dans une organisation contrôlée par les staliniens, risqueraient — quand ils ne seraient pas exclus— d'abandonner un travail rendu difficile par la multiplication d'obstacles bureaucratiques
- les réformistes qui s'en iraient pour des raisons symétriques.

Nous ne revenons pas sur quelques arguments déjà avancés, par les camarades de Toulouse, et dans la brochure « les M.R. et l'enseignement » (nécessité de présenter un « visage humain » au nécessaire partenaire social-démocrate avec qui l'on cherche désespérément à faire l'unité, intérêt dans le jeu de l'unité; de la gauche d'une FEN n'apparaissant pas trop clairement comme un pur et simple satellite, etc.). Développons quelques autres arguments rendant problématique cet « éclatement de la FEN » qu'on nous prédit.

-Dans un contexte de remontée des luttes, l'histoire nous a plutôt appris que c'était l'unité qui était à l'ordre du jour pour les syndicats et non la scission. En France, les réunifications se sont toujours opérées dans un contexte de remontée des luttes, sous la pression des aspirations unitaires de la base, avec la volonté des bureaucrates de coordonner davantage leur canalisation des luttes, et dans le cadre d'une politique de rapprochement Moscou-gouvernement français.

-Depuis les accords CGT-CFDT d'avant Mai, les manœuvres, les marches d'approche, si elles sont intermittentes, ne cessent pas et les déclarations foisonnent. La CFDT a renoncé à faire du pluralisme syndical une question de principe. La direction de la FEN la rencontre officiellement pour la première fois et rappelle, plus clairement que d'habitude, qu'elle n'a jamais érigé son autonomie en principe. La situation en Italie n'est pas d'ailleurs sans présenter de sérieuses analogies et le rapprochement est en train de s'opérer entre les diverses centrales.

Cependant, entre prévoir cette crise et s'y préparer, et assimiler cette crise à la disparition des syndicats du champ politique, comme totalement inadaptés aux nécessités de la situation révolutionnaire, il y a un pas que nous ne pouvons franchir. Plus, nous dirons que seule la crise révolutionnaire ouvre aux militants révolutionnaires la possibilité de conquérir la direction des syndicats et que ce serait une erreur fatale que de s'en désintéresser justement au seul moment où cette conquête devient possible.

Dans deux textes, à ma connaissance, TROTSKY va même plus loin encore, puisqu'il écrit :

« La question de savoir quelle organisation de masse devrait servir au parti pour la direction de l'insurrection n'admettait

pas de solution à priori, et d'autant moins de solution catégorique. Les organes devant servir pour l'insurrection pouvaient être les comités d'usine, les syndicats qui se trouvaient déjà sous la direction des bolcheviks, de même que les soviets, dans certains cas, dans la mesure où ils échappaient au joug des conciliateurs » (Histoire de la Révolution russe).

On voit ici nettement que les bolcheviks ne privilégiaient aucune forme d'organisation de masse à priori, y compris en période révolutionnaire, où ce qui leur importait était avant tout le contenu de la politique faite, c'est-à-dire la nature de la direction. Il doit être évident que des soviets à direction menchevique (ou noskienne en Allemagne) n'offraient aucune garantie par leur seule existence, d'être des instruments révolutionnaires plus efficaces que des comités d'usines, ou des syndicats à direction bolchevique (et à direction bolchevique reconnue, s'entend !) :

« La révolution prolétarienne ne peut triompher sans parti, en dehors du parti, en passant à côté du parti, par un succédané du parti. Il est vrai que les syndicats anglais peuvent devenir un puissant levier de la révolution prolétarienne, ils peuvent même, dans certaines conditions et pour une certaine période, remplacer les soviets ouvriers. Mais ils ne peuvent jouer ce rôle en dehors du parti communiste et à plus forte raison contre lui ; ils ne peuvent le remplir qu'à la condition que l'influence communiste devienne décisive dans les syndicats. Nous avons payé trop cher cette conclusion sur le rôle et l'importance du parti dans la révolution prolétarienne pour y renoncer aussi facilement ou simplement l'atténuer. » (Les leçons d'Octobre 1924).

Ceci étant dit, l'expérience historique prouve tout de même que la crise révolutionnaire a tendance à reléguer au second plan les syndicats au profit des conseils ouvriers, organismes embrassant la quasi-totalité de la classe et dont les structures sont les mieux à même de permettre la mobilisation quasi-permanente des forces ouvrières telle que l'impose la situation ; de même, le conseil est-il la forme la plus adéquate pour le futur appareil d'Etat prolétarien.

Mais là encore, il faut bien voir que des syndicats qui ne deviennent pas des instruments révolutionnaires (même à titre auxiliaire) resteront ou deviendront des instruments de la contre-révolution, le repère, le refuge du dernier rempart de la bourgeoisie, le plus dangereux, celui qu'elle s'efforce de maintenir, au sein même du mouvement ouvrier. Aux premiers revers, c'est de là que part la contre-attaque comme l'a si bien montré la révolution hongroise de Bela KUN.

Nous n'oublions pas non plus le rôle post-révolutionnaire des syndicats (cf. LENINE, O.C. T.32)

-Les risques de répression bureaucratiques ne doivent pas être surestimés (sous condition d'éviter les provocations) : non seulement par suite des aspirations unitaires de la base, mais aussi par suite de l'accroissement d'influence et d'audience des révolutionnaires (la CGT ne se gênait pas pour éliminer, y compris physiquement les révolutionnaires, entre 1947 et 1963, quelques isolés, coupés des masses, ne faisant pas le poids). Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Le PC lui-même a hésité à vider ses propres opposants (Tillon n'est toujours pas confirmé dans son exclusion par les instances supérieures, les signataires de la pétition d'UNIR sur la Tchéco ne sont pas inquiétés pour le moment, le gros dossier que la tendance U et A avait préparé contre les « indisciplines » de l'EE n'a pas été utilisé finalement. U et A est d'autant plus ennuyée que ses visées l'obligent elle-même à se structurer et à faire manœuvrer les structures syndicales qu'elle contrôle à la limite de la discipline fédérale.

-Quoiqu'il en soit de ces perspectives, là encore gardons-nous de sous-estimer notre propre impact sur l'évolution des événements. En ne combattant pas les tendances à la destruction de la FEN, nous faisons comme si elles avaient déjà triomphé. Ou nous sommes fatalistes, ou c'est qu'en fait nous avons renoncé à la lutte traditionnelle des marxistes-révolutionnaires pour l'unité syndicale (« une seule classe, un seul syndicat ») et que nous travaillons en fait, dans des perspectives de « syndicats rouges » (à ne pas confondre avec un syndicalisme rouge) ou de « comités d'actions » permanents. En 1947, bien qu'au début d'une période de reflux, l'avant-garde, —malgré sa faiblesse— a joué un rôle non négligeable